

Gouvernement du Québec

Décret 320-2014, 26 mars 2014

CONCERNANT le virement au Fonds du développement nordique, pour l'année financière 2013-2014, d'une partie du produit de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur les services publics

ATTENDU QUE le Fonds du développement nordique a été institué au sein du ministère des Finances et de l'Économie en vertu de l'article 1 de la Loi instituant le Fonds du développement nordique (chapitre F-3.2.1.1.1);

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 4 de cette loi prévoit que, sur les sommes portées au crédit du fonds général, le ministre du Revenu vire au Fonds du développement nordique, suivant la périodicité et les autres modalités fixées par le gouvernement, la partie que ce dernier détermine du produit des impôts et de la taxe visés aux paragraphes suivants, sans excéder, pour chaque année financière, le montant qui y est prévu :

1° l'impôt sur le revenu, payable par les particuliers, visé au titre I du livre V de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), jusqu'à concurrence de 75 000 000 \$;

2° l'impôt sur le revenu, payable par les sociétés, visé au titre II de ce livre, jusqu'à concurrence de 75 000 000 \$;

3° la taxe sur les services publics payable en vertu de la partie VI.4 de cette loi, jusqu'à concurrence de 20 000 000 \$;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de cet article prévoit que le gouvernement, lorsqu'il détermine la partie du produit de la taxe et des impôts qui est virée au Fonds du développement nordique, tient compte de la variation de ce produit qui est attribuable aux activités réalisées sur le territoire du développement nordique pour l'exploitation des ressources naturelles qui s'y trouvent, de même qu'au financement d'infrastructures stratégiques et de mesures par le Fonds du développement nordique;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer, pour l'année financière 2013-2014, la partie du produit de la taxe et des impôts qui sera virée au Fonds du développement nordique et la périodicité de ces virements;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et de l'Économie et de la ministre des Ressources naturelles :

QUE, pour l'année financière 2013-2014, le ministre des Finances et de l'Économie vire au Fonds du développement nordique, sur les sommes portées au crédit du fonds général, la partie prévue par chacun des paragraphes suivants du produit de l'impôt qui y est visé :

1° 29 742 000 \$ du produit de l'impôt sur le revenu, payable par les particuliers, visé au titre I du livre V de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3);

2° 16 293 000 \$ du produit de l'impôt sur le revenu, payable par les sociétés, visé au titre II de ce livre;

QUE ces parties du produit de ces impôts soient virées au Fonds du développement nordique en un seul virement, dans les dix jours ouvrables suivant l'adoption du présent décret;

QUE, pour l'année financière 2013-2014, aucune partie du produit de la taxe sur les services publics payable en vertu de la partie VI.4 de la Loi sur les impôts ne soit virée au Fonds du développement nordique.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

61368

Gouvernement du Québec

Décret 321-2014, 26 mars 2014

CONCERNANT le versement par le ministre des Finances et de l'Économie, sur le Fonds du développement nordique, d'une subvention maximale de 2 859 000 \$ à la Société d'habitation du Québec pour la réalisation d'unités de logement dans le cadre du Programme favorisant l'accès à la propriété et la rénovation résidentielle dans la région Kativik

ATTENDU QUE le Fonds du développement nordique a été institué au sein du ministère des Finances et de l'Économie en vertu de l'article 1 de la Loi instituant le Fonds du développement nordique (chapitre F-3.2.1.1.1);

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 2 de cette loi prévoit que ce fonds est affecté au soutien financier d'infrastructures stratégiques et de mesures favorisant le développement du territoire du développement nordique, ainsi qu'au financement de la protection de ce territoire et de mesures sociales visant notamment à répondre aux besoins des populations qui y habitent;

ATTENDU QUE le paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 6 de cette loi permet au ministre des Finances et de l'Économie de porter au débit du Fonds du développement nordique les sommes qu'il met à la disposition d'organismes du gouvernement visés par la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001);

ATTENDU QUE, par le décret numéro 66-2012 du 8 février 2012, le gouvernement a autorisé la Société d'habitation du Québec à mettre en œuvre le Programme favorisant l'accèsion à la propriété et la rénovation résidentielle dans la région Kativik;

ATTENDU QUE, en juin 2012, la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation Kativik ont procédé à la signature d'une entente visant la réalisation de 200 unités de logement dans le cadre du Programme favorisant l'accèsion à la propriété et la rénovation résidentielle dans la région Kativik;

ATTENDU QUE des dépenses sont prévues au Fonds du développement nordique pour la réalisation de ces 200 unités de logement;

ATTENDU QUE pour assurer la réalisation de 200 unités de logement dans le cadre du Programme favorisant l'accèsion à la propriété et la rénovation résidentielle dans la région Kativik, le ministre des Finances et de l'Économie devra verser à la Société d'habitation du Québec, sur le Fonds du développement nordique, une subvention maximale de 2 859 000 \$ pour l'exercice financier 2013-2014;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi de subvention, dont le montant est égal ou supérieur à 1 000 000 \$, doit être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et de l'Économie et de la ministre des Ressources naturelles :

QUE le ministre des Finances et de l'Économie soit autorisé à verser à la Société d'habitation du Québec, sur le Fonds du développement nordique, une subvention d'un montant maximal de 2 859 000 \$ pour l'exercice financier 2013-2014, le tout aux termes d'une convention de subvention à intervenir, dont le texte sera substantiellement conforme à celui joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

61369

Gouvernement du Québec

Décret 322-2014, 26 mars 2014

CONCERNANT le versement par le ministre des Finances et de l'Économie sur le Fonds du développement nordique, d'une subvention maximale de 2 167 000 \$ à la Société d'habitation du Québec pour financer la mise en exploitation de logements sociaux au Nunavik

ATTENDU QUE le Fonds du développement nordique a été institué au sein du ministère des Finances et de l'Économie en vertu de l'article 1 de la Loi instituant le Fonds du développement nordique (chapitre F-3.2.1.1.1);

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 2 de cette loi prévoit que ce fonds est affecté au soutien financier d'infrastructures stratégiques et de mesures favorisant le développement du territoire du développement nordique, ainsi qu'au financement de la protection de ce territoire et de mesures sociales visant notamment à répondre aux besoins des populations qui y habitent;

ATTENDU QUE le paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 6 de cette loi permet au ministre des Finances et de l'Économie de porter au débit du Fonds du développement nordique les sommes qu'il met à la disposition d'organismes du gouvernement visés par la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001);

ATTENDU QUE, par le décret numéro 190-2008 du 12 mars 2008, le gouvernement a autorisé la Société d'habitation du Québec à mettre en œuvre le Programme de construction de logements à loyer modique au Nunavik;

ATTENDU QUE, en octobre 2011, la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation Kativik ont procédé à la signature d'une entente visant la mise en exploitation de 300 logements à loyer modique au Nunavik au plus tard le 31 mars 2016;

ATTENDU QUE des dépenses sont prévues au Fonds du développement nordique en lien avec la mise en exploitation de ces 300 logements sociaux;

ATTENDU QUE pour financer la mise en exploitation de ces logements sociaux, le ministre des Finances et de l'Économie devra verser à la Société d'habitation du Québec, sur le Fonds du développement nordique, une subvention maximale de 2 167 000 \$ pour l'exercice financier 2013-2014;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi de subvention, dont le montant est égal ou supérieur à 1 000 000 \$, doit être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor;